

Déclaration préalable Constructions et travaux non soumis à permis de construire

Ce document est émis par le ministère en charge de l'urbanisme.

Pour les déclarations portant sur des aménagements non soumis à permis, vous pouvez utiliser le formulaire cerfa n° 16703.

- ① Depuis le 1^{er} janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.
 - ① Depuis le 1^{er} septembre 2022, de nouvelles modalités de gestion des taxes d'urbanisme sont applicables. Sauf cas particuliers, pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée à compter de cette date, une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Gérer mes biens immobiliers ».
- Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur avec un lecteur pdf.

Vous devez utiliser ce formulaire si :

- vous réalisez des travaux (construction, modification de construction existante...) ou un changement de destination soumis à simple déclaration⁽¹⁾.

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet ou vous rendre sur le service en ligne Assistance aux demandes d'autorisations d'urbanisme (AD'AU) disponible sur www.service-public.fr

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

D P 0 7 8 3 9 7 2 5 0 0 0 5 2
Dpt Commune Année N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie

le 0 1 / 0 7 / 2 0 2 5



Cachet de la mairie et signature du receveur

Dossier transmis :

- ☐ à l'Architecte des Bâtiments de France
- ☐ au Directeur du Parc National

Vu pour être annexé à mon arrêté
du

01 JUL. 2025

1 Identité du déclarant^[2]

- ① Le déclarant indiqué dans le cadre ci-dessous pourra réaliser les constructions ou les aménagements en l'absence d'opposition. Il sera redevable des taxes d'urbanisme le cas échéant. Dans le cas de déclarants multiples, chacun des déclarants, à partir du deuxième, doit remplir la fiche complémentaire « Autres demandeurs ».
- Les décisions prises par l'administration seront notifiées au déclarant indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres déclarants, qui seront co-titulaires de la décision de non-opposition et solidairement responsables du paiement des taxes.

^[1] À compter du 1^{er} janvier 2016, le contrôle des changements de destination ne porte pas sur les changements entre sous-destinations d'une même destination prévues à l'article R. 151-23 du code de l'urbanisme. Il n'y a pas de formulaire à remplir dans ce cas.

^[2] Vous pouvez déposer une déclaration si vous êtes dans un des quatre cas suivants : vous êtes propriétaire du ou des propriétaires ; vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ; vous êtes co-indivisaire du terrain en l'absence de copropriétaires ; vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
Le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

1.1 Vous êtes un particulier

Nom

Prénom

Date et lieu de naissance : Date : ____/____/____

Commune : _____

Département : _____ Pays : _____

1.2 Vous êtes une personne morale

Dénomination

GROUPE APB

Raison sociale

SARL GROUPE APB

N° SIRET

8 5 2 8 3 8 2 9 1 0 0 0 2 3

Type de société (SA, SCI...)

SARL

Représentant de la personne morale :

Nom

SOUFIR

Prénom

BRIAN

2 Coordonnées du déclarant

Adresse : Numéro : **12** Voie : **AVENUE GEORGES CLEMENCEAU**

Lieu-dit : _____

Localité : **Maisons-Alfort**

Code postal : **9 4 7 0 0** BP : _____ Cedex : _____

Téléphone : **0 9 8 0 8 0 4 0 0 4** Indicateur pour le pays étranger : _____

Si le déclarant habite à l'étranger :

Pays : _____ Division territoriale : _____

Adresse électronique :

mairie

@ groupe-apb.fr

☒ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

Vu pour être annexé à mon arrêté
du **01 JUIL. 2025**



Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

3 Le terrain

3.1 Localisation du (ou des) terrain(s)

(i) Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : 23 Voie : Route de Coignières

Lieu-dit : _____

Localité : Le Mesnil-Saint-Denis

Code postal : 7 8 3 2 0

Références cadastrales^[3] :

(i) Si votre projet porte sur plus de 3 parcelles cadastrales, veuillez renseigner une ou plusieurs annexes Références cadastrales complémentaires.

Préfixe : 0 0 0 Section : 0 D Numéro : 0 1 7 8 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 1582

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____ Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____ Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Superficie totale du terrain (en m²)^[4] : 1582

3.2 Situation juridique du terrain

(i) Ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables.

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un lotissement ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? ☐ Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial (P.U.P.) ? ☐ Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations :

Vu pour être annexé à mon arrêté

du 01 JUIL. 2025



[3] En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.

[4] La superficie totale est l'addition de la superficie de chaque parcelle désignée dans le présent document et les annexes Références cadastrales complémentaires.

4 À remplir pour une demande comprenant un projet de construction

4.1 Nature des travaux envisagés

- ☐ Nouvelle construction
☒ Travaux ou changement de destination⁽⁵⁾ sur une construction existante
☐ Clôture

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Le projet vise à remplacer certaines ouvertures en PVC et aluminium blanc, en conservant strictement les dimensions existantes. Ces remplacements n'ont aucun impact sur la volumétrie ou la structure du bâti.

Le nouvelle ouverture est répartie comme suit :

Façade Nord:- 3 fenêtres 3 vantaux vitrés en PVC blanc, de dimensions identiques aux ouvertures existantes,- 1 Fenêtre 2 vantaux vitrés en PVC blanc, de dimensions identiques à l'ouverture existante,

Façade Sud:- 1 Porte-fenêtre 3 vantaux vitrés en aluminium blanc, de dimensions identiques à l'ouverture existante,- 1 Fenêtre 3 vantaux vitrés en PVC blanc, de dimensions identiques à l'ouverture existante.

Votre projet porte sur une installation agrivoltaïque ☐ Oui ☒ Non

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé),

indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet : _____

Si votre projet est un ouvrage de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installé sur le sol ou d'ombrières photovoltaïques, indiquez sa puissance crête : _____ kW et la destination principale de l'énergie produite : _____

4.2 Informations complémentaires

• Type de travaux :

- ☐ Piscine ☐ Garage ☐ Véranda ☐ Abri de jardin ☐ Autres annexes à l'habitation ☐ Extension
☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires ☐ Transformation d'un garage en pièce de la construction

Précisez : _____

• Nombre total de logements créés : _____ dont individuels : _____ dont collectifs : _____

• Répartition du nombre total de logements créés par type de financement :

Logement Locatif Social : _____ Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) : _____ Prêt à taux zéro : _____

Autres financements : _____

• Mode d'utilisation principale des logements :

- ☐ Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale) ☒ Location

S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser :

- ☒ Résidence principale ☐ Résidence secondaire

Répartition du nombre de logements créés par type de résidence :

Résidence pour personnes âgées : _____ Résidence pour étudiants : _____ Résidence de tourisme : _____

_____ Résidence hôtelière à vocation sociale : _____ Résidence sociale : _____ Résidence

pour personnes handicapées : _____

☐ Autres : _____

(5) Pour des informations concernant les changements de destination, se reporter à la rubrique 5.4.

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 01 JUIL. 2025



Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

- Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type : _____
- Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces :

1 pièce _____	2 pièces _____
3 pièces _____	4 pièces _____
5 pièces _____	6 pièces et plus _____
- Nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé :

au-dessus du sol _____	et au-dessous du sol _____
------------------------	----------------------------
- Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif :

<input type="checkbox"/> Transport	<input type="checkbox"/> Enseignement et recherche	<input type="checkbox"/> Action sociale
<input type="checkbox"/> Ouvrage spécial	<input type="checkbox"/> Santé	<input type="checkbox"/> Culture et loisir

4.3 Emprise au sol^[8]

Emprise au sol avant travaux (en m²) : 135

Emprise au sol créée (en m²) : _____

Emprise au sol supprimée (en m²) : _____

Vu pour être annexé à mon arrêté

du 01 JUIL. 2025



Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE

le **09/09/2025**

Application agréée E-legalite.com

[8] L'emprise au sol est la projection verticale du volume de la construction, tout débord et surplomb inclus (Art. R.100-1).

4.4 Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces

Surface de plancher⁷ en m² (article R.111-22 du code de l'urbanisme)

Destinations (article R.151-27 du code de l'urbanisme)	Sous-destinations (article R.151-28 du code de l'urbanisme)	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ⁸ (B)	Surface créée par changement de destination ou de sous-destination ⁹ (C)	Surface supprimée ¹⁰ (D)	Surface supprimée par changement de destination ou de sous-destination ¹¹ (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) - (D) - (E)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole						
	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
	Restauration						
	Commerce de gros						
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
	Cinéma						
	Hôtels						
	Autres hébergements touristiques						
	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés						
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spectacles						
	Équipements sportifs						
	Lieux de culte						
	Autres équipements recevant du public						
	Industrie						
	Entrepôt						
Autres activités des secteurs primaires, secondaire ou tertiaire	Bureau						
	Centre de congrès et d'exposition						
	Cuisine dédiée à la vente en ligne						
Surfaces totales (en m²)							

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 01 juillet 2025



[7] Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces disponible sur www.service-public.fr.

[8] Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

[9] Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitation.

[10] Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou atelier.

[11] Il peut s'agir soit d'une surface demolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local existant vers une autre destination. Par exemple : la transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial.

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

4.5 Stationnement

Nombre de places de stationnement

Avant réalisation du projet : _____ Après réalisation du projet : _____

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse 1 des aires de stationnement :

Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____

Localité : _____

Code postal : _____

Adresse 2 des aires de stationnement :

Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____

Localité : _____

Code postal : _____

Nombre de places : _____

Surface totale affectée au stationnement : _____ m², dont surface bâtie : _____ m²

Pour les commerces et cinémas :

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement (m²) : _____

5 Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet :

– porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité (IOTA) soumis à déclaration Loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement ☐ Oui ☒ Non

– porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L.181-1 du code de l'environnement ☐ Oui ☒ Non

– fait l'objet d'une dérogation au titre du L.411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées) ☐ Oui ☒ Non

– porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement ☐ Oui ☒ Non

① Si votre projet conduit à porter atteinte à une allée d'arbres ou à l'aménagement d'arbres bordant une voie ouverte à la circulation publique au sens de l'article L. 350-3 du code de l'urbanisme, une autorisation doit être obtenue ou une déclaration réalisée en application de cet article.

– relève de l'article L.632-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des Bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne) ☐ Oui ☒ Non
– a déjà fait l'objet d'une demande d'autorisation ou d'une déclaration au titre d'une autre législation que celle du code de l'urbanisme ☐ Oui ☒ Non
Précisez laquelle :

– est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L.712-3 du code de l'énergie ☐ Oui ☒ Non

– relève du II de l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitat ☐ Oui ☒ Non



Indiquez si votre projet se situe dans les périmètres de protection suivants :

① Informations complémentaires

☐ se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable

☐ se situe dans les abords d'un monument historique

☐ si votre projet se situe dans un site classé ou en instance de classement au titre du code de l'environnement

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
Le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

6 Participation pour voirie et réseaux

 Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur

6.1 Pour un particulier

Nom

Prénom

6.2 Pour une personne morale

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale :

Nom

Prénom

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Si cette personne habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

Adresse électronique :

@

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 01 JUL 2025



Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

8 Engagement du déclarant

J'atteste avoir qualité pour faire cette déclaration préalable. Je certifie exacts les renseignements fournis. J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le code de la construction et de l'habitation.

Je suis informé(e) qu'une déclaration devra impérativement être effectuée auprès des services fiscaux dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux (au sens de l'article 1406 du code général des impôts) en vue du calcul des impôts fonciers et des taxes d'urbanisme, à partir de mon parcours déclaratif

sur le service en ligne «Gérer mes biens immobiliers » accessible depuis l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr

La déclaration doit être validée pour être prise en compte.

L'absence de déclaration dans les délais prescrits, les inexactitudes ou omissions constatées dans la déclaration sont sanctionnées par l'application de l'amende fiscale prévue à l'article 1729 C du code général des impôts.

Oui

À Maisons-Alfort

Le 01/07/2025

Signature du déclarant

Dans le cadre d'une saisine par voie papier

Votre déclaration doit être établie en deux exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet. Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet fait l'objet d'une demande de dérogation auprès de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

Vu pour être annexé à mon arrêté
du



01 JUL. 2025

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

Traitements des données à caractère personnel

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données et à la loi

n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification.


1 Traitement des données à des fins d'instruction de la demande d'autorisation

Vos données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Pour toute information, question ou exercice

de vos droits portant sur la collecte et le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez prendre contact avec la mairie du lieu de dépôt de votre dossier.

2 Traitements à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques

Vos données à caractère personnel sont traitées automatiquement par le Service des données et études statistiques (SDES), service statistique ministériel de l'énergie, du logement, du transport et de l'environnement rattaché au Ministère en charge de l'urbanisme, à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques sur le fondement des articles R. 423-75 à R. 423-79 du code de l'urbanisme.

Pour toute information complémentaire, vous devez vous reporter à l'arrêté du 16 mars 2021 relatif au traitement automatisé des données d'urbanisme énumérées à l'article R. 423-76 du code de l'urbanisme dénommé « SITADEL » au ministère en charge de l'urbanisme, présent sur le site Légifrance à l'adresse suivante* .

Concernant SITADEL, vous pouvez exercer vos droits d'accès et de rectification auprès du délégué à la protection des données (DPD) du ministère en charge de l'urbanisme :

• à l'adresse suivante :

rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr ou dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

Attention, si votre question concerne le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez vous reporter au 1).

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez faire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), à partir de son formulaire de contact <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>.

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 09.10.2025



Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
Le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

Bordereau de dépôt des pièces jointes à une déclaration préalable

Constructions, travaux, installations et aménagements non soumis à permis

- ① Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre déclaration et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.
Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre déclaration, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de déclaration et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'État chargé de l'urbanisme.

Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée.

Dans le cadre d'une saisine par voie papier, vous devez fournir deux dossiers complets. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois prévus par le code de l'urbanisme.

⚠ Toutes les pièces ne sont pas à joindre systématiquement pour tout projet soumis à déclaration préalable. Seule la pièce DP1 (plan de situation) est à joindre obligatoirement, dans tous les cas.

1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input type="checkbox"/> DPC1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-36 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 2 exemplaires supplémentaires

Vu pour être annexé à mon arrêté

du

01 JUL 2025

2 Pièces complémentaires

- ① A joindre si votre projet porte sur des constructions

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input type="checkbox"/> DPC2. Un plan de masse coté dans les 3 dimensions [Art. R.431-36 b) du code de l'urbanisme]. À fournir si votre projet crée une construction ou modifie le volume d'une construction existante (exemples : véranda, abri de jardin...)	1 exemplaire par dossier + 2 exemplaires supplémentaires
<input type="checkbox"/> DPC3. Un plan en coupe précisant l'implantation de la construction par rapport au profil du terrain [Art. R.431-10 b) du code de l'urbanisme]. À fournir si votre projet modifie le profil du terrain (exemple : piscine enterrée)	1 exemplaire par dossier + 2 exemplaires supplémentaires




Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

<input type="checkbox"/> DPC4. Un plan des façades et des toitures [Art. R.431-10 a) du code de l'urbanisme]. À fournir si votre projet les modifie (exemple : pose d'une fenêtre de toit, création d'une porte...). Inutile pour un simple ravalement de façade.	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> DPC5. Une représentation de l'aspect extérieur de la construction faisant apparaître les modifications projetées [Art. R.431-36 c) du code de l'urbanisme]. À fournir uniquement si la pièce DP4 est insuffisante pour montrer la modification envisagée.	1 exemplaire par dossier
Si vous créez ou modifiez une construction visible depuis l'espace public ou si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques : (En dehors de ces périmètres de protection, ces pièces doivent, par exemple, être fournies pour une piscine couverte ou une véranda qui sera visible depuis la rue mais elles ne sont pas utiles, par exemple, pour une piscine non couverte qui ne se verra pas depuis l'espace public).	
<input type="checkbox"/> DPC6. Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> DPC7. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> DPC8. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain, sauf si vous justifiez qu'aucune photographie de loin n'est possible [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> DPC 8-1. Une note précisant la nature de la ou des dérogations demandées et justifiant du respect des objectifs et des conditions fixées aux articles L.151-29-1, L.152-5, L.152-5-1 et L.152-6 du code de l'urbanisme pour chacune des dérogations demandées. [Art. R. 431-31-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

3 Pièces complémentaires

 À joindre selon la nature et/ou la situation du projet

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques, sur un immeuble situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou abords des monuments historiques ou dans un cœur de parc national :	
<input type="checkbox"/> DPC11. Une notice faisant apparaître les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux [Art. R. 431-14, R. 431-14-1 et R. 441-8-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un cœur de parc national :	
<input type="checkbox"/> DPC11-1. Le dossier prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 431-14-1 et R. 441-8-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact	
<input type="checkbox"/> DPC11-1-1. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> DPC11-1-2 L'étude d'impact actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 431-16 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur un site Natura 2000 en application de l'article L.414-4 du code de l'environnement :	
<input type="checkbox"/> DPC11-2. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 431-16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 5 JUIL. 2025



Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

[11] Cette pièce n'est pas exigée si votre projet se situe dans un périmètre ayant fait l'objet d'un permis d'aménager

Si votre projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver :

☐ DPC12. Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Si vous demandez une dérogation aux règles de gabarit en cas de PLU en justifiant que vous faites preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale :

☐ DPC12-1. Un document prévu par l'article R. 171-1 à R. 171-5 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité énergétique ou d'exemplarité environnementale ou est à énergie positive selon les critères définis par ces dispositions [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

☐ DPC12-2. Un document par lequel le demandeur s'engage à installer des dispositifs conformes aux dispositions de l'arrêté prévu au 2° de l'article R. 111-23 [Art. R. 431-18-1 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Si votre projet est accompagné d'une demande de dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :

☐ DPC14. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Si vous demandez une dérogation aux règles de hauteur du plan d'urbanisme prévue à l'article L.152-5-2 du code de l'urbanisme :

☐ DPC14-1. Une demande de dérogation comprenant le document prévu à l'article R.171-3 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité environnementale [Art. R.431-31-3 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :

☐ DPC15. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatif à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :

☐ DP16. Une copie du contrat ayant procédé au transfert des possibilités de construction résultant du coefficient d'occupation des sols [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Si votre projet porte sur une construction susceptible, en raison de son emplacement et de sa hauteur, de constituer un obstacle à la navigation aérienne :

☐ DPC16-1. Le justificatif de dépôt de la demande d'autorisation prévue à l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile [Art. R. 431-36 d) du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Si votre projet porte, dans un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV), sur des travaux susceptibles de modifier l'état des éléments d'architecture et de décoration, immeubles par nature ou effets mobiliers attachés à perpétuelle demeure au sens des articles 524 et 525 du code civil ou s'il porte, dans un PSMV mis à l'étude, sur des travaux susceptibles de modifier les parties intérieures du bâti :

☐ DPC17. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacun des éléments ou parties faisant l'objet de travaux [Art. R. 431-37 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Vu pour être annexé à mon arrêté

Si votre projet porte sur l'aménagement d'un terrain en vue de l'installation de résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs :

☐ DPC18. L'attestation assurant le respect des règles d'hygiène et de satisfaction des besoins en eau, assainissement et électricité [Art. R. 431-38 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Si votre projet est soumis à la redevance bureaux :

☐ DPC21. Le formulaire de déclaration de la redevance bureaux [Art. A. 520-1 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :

☐ DPC22. L'extrait de la convention précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 431-23-2 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE

Le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

Si votre projet nécessite un agrément :	
<input type="checkbox"/> DPC23. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone réglementée dans le cadre de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant :	
<input type="checkbox"/> DPC25. Le dossier de demande d'autorisation de travaux [Art. L.126-20 et L.183-14 du code de la construction et de l'habitation et arrêté du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant]	3 exemplaires du dossier spécifique + 1 exemplaire supplémentaire si l'avis ou l'accord est requis de l'autorité compétente dans le domaine de l'architecture et du patrimoine ou de l'architecte des Bâtiments de France
Si votre projet est soumis, au titre du code du tourisme, à une autorisation de location d'un local à usage commercial en tant que meublé de tourisme tenant lieu d'autorisation d'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> DPC26. Un document contenant la mention et les éléments prévus au 1) de l'article R. 324-1-7 du code du tourisme	1 exemplaire par dossier
Si vous bénéficiez, lorsque votre projet est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid, d'une dérogation :	
<input type="checkbox"/> DPC29. La décision prise sur la demande de dérogation à l'obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L.712-3 du code de l'énergie [Art. R.431-16 q) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis aux dispositions de l'article 101 de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 Climat et Résilience :	
<input type="checkbox"/> DPC32. L'attestation prévue à l'article R. 171-35 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.431-16 r) du code de l'urbanisme] ou <input type="checkbox"/> DPC33. L'attestation mentionnée à l'article R. 111-25-19 du code de l'urbanisme [Art. R.431-16 r) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur une installation, une construction ou un ouvrage mentionné à l'article L. 111-29 du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> DPC34. Un document permettant de justifier le respect des critères prévus à l'article R. 111-20-1 du code de l'urbanisme [Art. R. 431-27 I du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur une installation, une construction ou un ouvrage mentionné à l'article L. 111-28 du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> DPC35. Un document permettant de justifier que l'installation des serres, des hangars et des ombrières à usage agricole est nécessaire à l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière [Art. R. 431-27 II du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur une installation, un ouvrage ou une construction agrivoltaïque :	
<input type="checkbox"/> DPC36. Un dossier présentant les justifications détaillées du respect des conditions prévues à l'article L.314-36 du code de l'énergie [Art. R. 431-27 III du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur une installation, un ouvrage ou une construction agrivoltaïque ou mentionné aux articles L.111-28 et L.111-29 du code de l'urbanisme	
<input type="checkbox"/> DPC37. Un document précisant l'état initial du terrain et de ses abords et indiquant, s'il y a lieu, les constructions, la végétation et les éléments paysagers existants [Art. R. 431-8 1° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 01 JUIL 2025



Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

Notice d'information pour les demandes de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclaration préalable

Articles L 421-1 et suivants ; R 421-1 et suivants du code de l'urbanisme

1 Quel formulaire devez-vous utiliser pour être autorisé à réaliser votre projet ?

Il existe trois permis :

- le permis de construire ;
- le permis d'aménager ;
- le permis de démolir.

Selon la nature, l'importance et la localisation des travaux ou aménagements, votre projet pourra soit :

- être précédé du dépôt d'une autorisation (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir) ;
- être précédé du dépôt d'une déclaration préalable ;
- n'être soumis à aucune formalité au titre du Code de l'urbanisme avec l'obligation cependant pour ces projets de respecter les règles d'urbanisme.

La nature de votre projet déterminera le formulaire à remplir : les renseignements à fournir et les pièces à joindre à votre demande sont différents en fonction des caractéristiques de votre projet.

Le permis d'aménager et le permis de construire font l'objet d'un formulaire commun. Les renseignements à fournir et les pièces à joindre à la demande sont différents en fonction de la nature du projet.

Si votre projet comprend à la fois des aménagements, des constructions et des démolitions, vous pouvez choisir de demander un seul permis et utiliser un seul formulaire.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>).

- Le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire peut être utilisé pour tous types de travaux ou d'aménagements.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir et/ou des constructions, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

⚠ Les pièces à joindre seront différentes en fonction de la nature du projet.

→ Le formulaire de demande de permis de construire pour une maison individuelle doit être utilisé pour les projets de construction d'une seule maison individuelle d'habitation et de ses annexes (garages...) ou pour tous travaux sur une maison individuelle existante.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

→ Le formulaire de permis de démolir (cerfa n° 13405) doit être utilisé pour les projets de démolition totale ou partielle d'une construction protégée ou située dans un secteur protégé ou lorsque le conseil municipal du lieu où se situe le projet a institué cette obligation. Lorsque ces démolitions dépendent d'un projet de construction ou d'aménagement, le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire permettent également de demander l'autorisation de démolir.

→ Le formulaire de déclaration préalable portant sur des constructions et travaux non soumis à permis de construire doit être utilisé pour déclarer des constructions ou des travaux non soumis à permis de construire. Lorsque votre projet concerne des aménagements et travaux non soumis à permis d'aménager, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable pour les aménagements et travaux non soumis à permis d'aménager.

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 01 JUL. 2025

2 Informations utiles

- Qui peut déposer une demande ?

• En application de l'article R. 423-1 du code de l'urbanisme, vous pouvez déposer une demande si vous déclarez que vous êtes dans l'une des quatre situations suivantes :

– vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
Le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

Si vous êtes titulaire d'une autorisation d'urbanisme, vous serez redevable, le cas échéant, de la taxe d'aménagement.

→ Recours à l'architecte

En principe vous devez faire appel à un architecte pour établir votre projet de construction. Cependant, vous n'êtes pas obligé de recourir à un architecte si vous êtes un particulier, une exploitation agricole ou une coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA) et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher n'excède pas 150 m² ;
- une extension de construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher cumulée à la surface de plancher existante, n'excède pas 150 m² ;
- une construction à usage agricole ou une construction nécessaire au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les CUMA dont ni la surface de plancher, ni l'emprise au sol ne dépasse pas 800 m² ;
- des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture). Un demandeur d'un permis d'aménager portant sur un lotissement doit faire appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour établir le projet architectural, paysager et environnemental (PAPE).

Au-dessus d'un seuil de surface de terrain, à aménager de 2500 m², un architecte, au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture ou un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages devra obligatoirement participer à l'élaboration du PAPE.

3 Modalités pratiques

→ Comment constituer le dossier de demande ?

Pour que votre dossier soit complet, le formulaire doit être soigneusement rempli. Le dossier doit comporter les pièces figurant dans le bordereau de remise. Le numéro de chaque pièce figurant dans le bordereau de remise doit être reporté sur la pièce correspondante.

Si vous oubliez des pièces ou si les informations nécessaires à l'examen de votre demande ne sont pas présentes, l'instruction de votre dossier ne pourra pas débuter.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>). Elle vous aidera à constituer votre dossier et à déterminer le contenu de chaque pièce à joindre.

A Votre dossier sera examiné sur la foi des déclarations et des documents que vous fournissez. En cas de fausse déclaration, vous vous exposez à une annulation de la décision et à des sanctions pénales.

→ Combien d'exemplaires faut-il fournir dans le cadre d'une saisine par voie papier ?

Pour les demandes de permis, vous devez fournir quatre exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne. Pour la déclaration préalable, vous devez fournir deux exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne.

⚠ Des exemplaires supplémentaires sont parfois nécessaires si vos travaux ou aménagements sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national), font l'objet d'une demande de dérogation au code de la construction et de l'habitation, ou sont soumis à une autorisation d'exploitation commerciale.

⚠ Certaines pièces sont demandées en nombre plus important parce qu'elles seront envoyées à d'autres services pour consultation et avis

→ Ou déposer la demande ou la déclaration par voie papier

La demande ou la déclaration doit être adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception ou déposée à la mairie de la commune où se situe le terrain. Le récépissé qui vous sera remis vous précisera les délais d'instruction.

→ Comment déposer ma demande ou ma déclaration par voie électronique ?

À compter du 1^{er} janvier 2022, toutes les communes doivent être en mesure de recevoir les demandes

Application agréée E-legalite.com

d'autorisation d'urbanisme de manière dématérialisée. Vous pouvez vous rapprocher ou consulter le site internet de la commune compétente pour recevoir votre demande afin de connaître les modalités de saisine par voie électronique qu'elle aura retenues. Pour vous aider à compléter votre dossier, vous pouvez également utiliser le service en ligne d'assistance aux demandes d'autorisation d'urbanisme (AD'AU) disponible sur service-public.fr. Celui-ci permet la constitution de votre dossier de manière dématérialisée et d'être guidé dans votre démarche (rubriques à renseigner et justificatifs à produire). Lorsque la commune compétente pour recevoir votre demande s'est raccordée à l'outil, votre dossier pourra également lui être transmis automatiquement.

→ Quand sera donnée la réponse ?

Le délai d'instruction est de :

- 3 mois pour les demandes de permis de construire ou d'aménager ;
- 2 mois pour les demandes de permis de construire une maison individuelle et pour les demandes de permis de démolir ;
- 1 mois pour les déclarations préalables.

⚠ Dans certains cas (monument historique, parc national, établissement recevant du public...), le délai d'instruction est majoré, vous en serez alors informé dans le mois qui suit le dépôt de votre demande en mairie.

4 Informations complémentaires

Si vous avez un doute sur la situation de votre terrain ou sur le régime (permis ou déclaration) auquel doit être soumis votre projet, vous pouvez demander conseil à la mairie du lieu du dépôt de la demande.

Vous pouvez obtenir des renseignements et remplir les formulaires en ligne sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>).

Rappel : vous devez adresser une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à chacun des exploitants des réseaux aériens et enterrés (électricité, gaz, téléphone et internet, eau, assainissement...) susceptibles d'être endommagés lors des travaux prévus (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr).

5 Taxes d'urbanisme

Il est rappelé que les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, installations ou aménagements de toute nature soumises à un régime d'autorisation en vertu du code de l'urbanisme donnent lieu au paiement de la taxe d'aménagement et éventuellement de la part « logement » de la redevance d'archéologie préventive.

Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale a été déposée avant le 1^{er} septembre 2022 ainsi que les demandes d'autorisations modificatives ou de transfert d'un permis délivré en cours de validité déposées après cette date mais se rapportant à une demande d'autorisation initiale déposée avant le 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article L331-1 du code de l'urbanisme (taxe d'aménagement) et à l'article L524-2 du code du patrimoine (taxe d'archéologie préventive). La déclaration des éléments nécessaires au calcul de ces taxes doit être complétée et jointe au dossier de demande d'autorisation. À noter que la taxe d'aménagement est payable en deux fois (12 et 24 mois après la délivrance de l'autorisation) lorsque son montant dépasse 1 500 euros.

Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale est déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article 1635 quater A du code général des impôts (taxe d'aménagement) et à l'article 235 ter ZG du même code (taxe d'archéologie préventive). La souscription d'une déclaration en ligne via votre espace (Gérer mes biens immobiliers) accessible depuis votre espace sécurisé sur le site www.impots.gouv.fr vous sera demandée dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux au sens de l'article 1406 du code général des impôts. Le paiement de chacune de ces deux taxes interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés suite à votre déclaration. La taxe d'aménagement reste payable en deux fois (90 jours et 9 mois après l'achèvement des travaux) lorsque son montant dépasse 1 500 euros.

Précision importante : pour toute demande d'autorisation initiale déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, si vous bénéficiez d'un certificat d'urbanisme, vous pourrez demander à l'administration fiscale d'appliquer au calcul de votre taxe d'aménagement les exonérations et taux en vigueur à la date de délivrance du certificat (si ces derniers vous sont plus favorables).

Vu pour être annexé à mon arrêté

du 01 juillet 2025



Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
Le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

Cette demande prendra la forme d'une réclamation contentieuse déposée suite à la réception du premier titre de perception, auprès du service mentionné sur celui-ci (cadre « Pour vous renseigner / renseignement sur le paiement »).

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 01 JUL 2025



Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

DPC 1 - PLAN DE SITUATION

MAÎTRE D'OUVRAGE:

Mme Lucie PIRSON

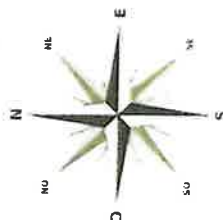
ADRESSE DU TERRAIN:

23 Route de Coignières
78230

LE MESNIL-SAINT-DENIS

CADASTRE SECTION:

000 OD 0178



ECHELLE : 1/2000

0 20 40 60 80 m

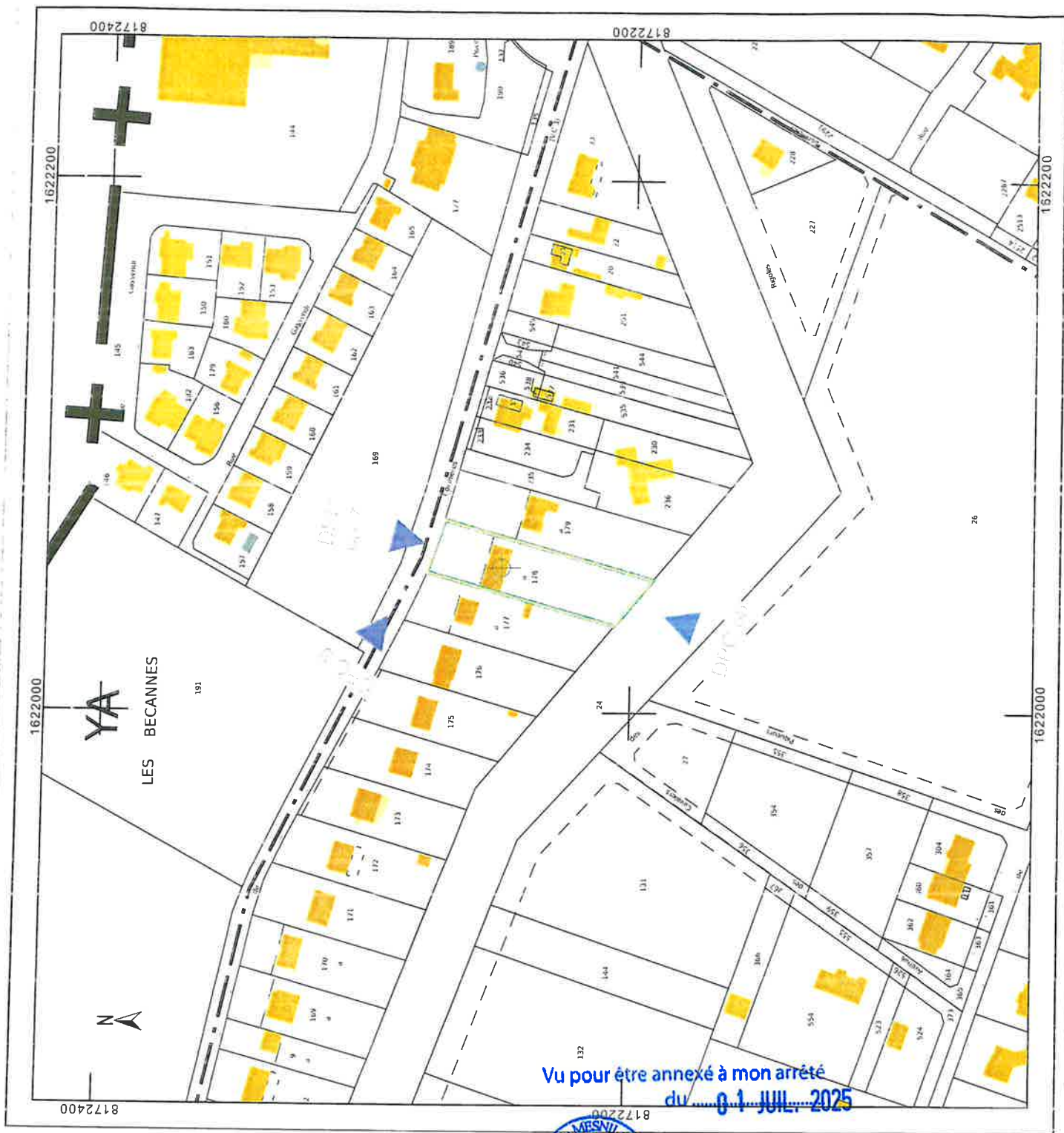
Mis en ligne le 09/09/2025

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

22_PP-078-2178 03972-2025 0701-URB_25_07_0

ne pouvant pas servir à
un autre usage, vous devez demander
auprès du service public de l'urbanisme et de l'assemblée
municipale (si vous êtes en
propriété) ou auprès de nous avant (ou après le
dépôt) de votre projet.



Mandat spécial de représentation pour les démarches administratives relatives à la mise en place de fenêtres et / ou portes au bâtiment.

LE MANDANT

M., Mme, Mlle PIRSON LUCIE.....

Domicilié 23 Route de Coignières 78320 Le Mesnil-Saint-Denis.....

LE MANDATAIRE

Le mandant constitue pour son mandataire :

SARL GROUPE APB – 12 Avenue Georges Clemenceau 94700 Maisons-Alfort

TEL : 09 80 80 40 04 – mairie@groupe-apb.fr - www.groupe-apb.fr

SARL au capital de 100 000€ - RCS Créteil 852 838 291

Auquel il donne pouvoir, pour lui et en son nom :

- D'effectuer toutes démarches administratives relatives à la réalisation d'une installation de fenêtres et/ou de portes à l'adresse indiquée ci-dessus auprès de :
 - La mairie concernée pour la déclaration préalable de travaux.
- Exiger toutes justifications, se faire remettre tous titres et pièces, en donner décharge.
- Effectuer toute démarche, faire toute déclaration, émettre et signer tout acte et faire le nécessaire à l'objet du présent mandat.


Le mandataire devient l'interlocuteur de la mairie du lieu d'installation pour toutes les étapes de la mise en place de fenêtres et/ou de portes.

A ce titre, il est seul destinataire des documents relatifs à l'urbanisme.

Fait à : Le Mesnil-Saint-Denis.....

Le : 16/04/2025.....

Le mandant :
Signature



Signature en blanc

Vu pour être annexé à mon arrêté
Le mandataire : SARL GROUPE APB
du 01 JUIN 2025



Groupe APB
12 Avenue Georges Clemenceau
94700 Maisons-Alfort, France
Tél. 09 80 80 40 04
SARL au capital de 100 000 €
Siret 852 838 291 00015 - APE 4320A
N° CEE FR 11 35 38 38 291

GROUPE APB - 12 Avenue Georges Clemenceau 94700 Maisons-Alfort

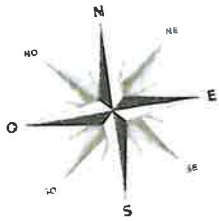
Tél : 09 80 80 40 04 – mairie@groupe-apb.fr - www.groupe-apb.fr

SARL au capital de 100.000€ - RCS Créteil 852 838 291

REÇU EN PREFECTURE

le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com



Route de Coignières

93,38

65,11

Coignières

Legendes:

- Zone engazonnée
- Zone de circulation et de stationnement
- Arbres existants

ECHELLE : 1/400

0 2 4 6 8 12 16 m

A4

IPC 2a - Plan de masse existant

Echelle : 1:400

GARAGE NON CONCERNÉ PAR LE PROJET

203,37

44,93

73,71

Limite de propriété

8,40

54,21

Limite de propriété

82,32

8,40

19,69

Section 000 Parcelle n° 01/78
Superficie: 1582 m²

Vu pour être annexé à mon arrêté

du 01 JUL 2025



RECAPITULATION DES SURFACES:

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

Application agréée E-legalite.com

REÇU EN PREFECTURE

le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

15h39

15h39

15h39

ADRESSE DU TERRAIN:

23 Route de Coignières

78230 LE MESNIL-SAINT-DENIS

CADASTRE SECTION:

000 OD 0178



Légendes:
■ : zone engazonnée
■ : zone de circulation et de stationnement
■ : arbres existants

ECHELLE : 1/400

0 2 4 6 8 12 16 m

A4

DPC 2b - Plan de masse projet
Echelle : 1:400

CADASTRE SECTION:
000 OD 0178

ADRESSE DU TERRAIN:
23 Route de Coignières
78230 LE MESNIL-SAINT-DENIS

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 01 JUL 2025



RECAPITULATION DES SURFACES:

Impasse existante : Inchangée
vert en pleine terre: Inchangée
Inchangée
Inchangée
stationnements : 2

Dossier d'autorisation ne pouvant pas servir à l'exécution des travaux, vous devez demander l'accord de l'administration et de l'assemblée générale des copropriétaires (si vous êtes en copropriété, assurez vous de nous avoir fourni le règlement de copropriété avant son dépôt)

ADRESSE DU TERRAIN:

23 Route de Coignières

78230 LE MESNIL-SAINT-DENIS

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025
Application agréée E-legalite.com

Facade Nord projetée



Vu pour être annexé à mon arrêté
du
01 JUL. 2025



ECHELLE : 1/100



Dossier d'autorisation ne pouvant pas servir à l'exécution des travaux, vous devez demander l'accord de l'administration et de l'assemblée générale des copropriétaires (si vous êtes en copropriété, assurez vous de nous avoir fourni le règlement de copropriété avant son dépôt)

D'OUVRAGE:

Mme **PIRSON**

ADRESSE DU TERRAIN:

23 Route de Coignières
78230 LE MESNIL-SAINT-DENIS

CADASTRE SECTION:

000 OD 0178

DPC 4a - Plans des Façades (1)

Echelle : 1:100

A4

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

Façade Sud projetée

+6,10

+2,84

-0,70
TN/TF

Fenêtre 3 vantaux,
en PVC blanc

Porte-fenêtre 3 vantaux,
en aluminium blanc

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 01 JUIL. 2025



Dossier d'autorisation ne pouvant pas être communiqué en vertu de l'article 15 de la loi n° 78-17 du 6 JANVIER 1978 relative à l'accès à l'information des travaux, vous devez demander l'accord de l'administration et de l'assemblée générale des copropriétaires (s'il vous êtes en copropriété, assurez-vous de nous avoir fourni le règlement de copropriété avant son dépôt)

ECHELLE : 1/100



D'OUVRAGE:

de PIRSON

ADRESSE DU TERRAIN:

23 Route de Coignières

78230 LE MESNIL-SAINT-DENIS

CADASTRE SECTION:

000 OD 0178

DPC 4a - Plans des Façades (1)

Echelle : 1:100

A4

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

Facade Nord existante



Vu pour être annexé à mon arrêté
du
01 JUIL. 2025



TN/TF

ECHELLE : 1/100



L'ossier d'autorisation ne servant plus à l'exécution des travaux, vous devez demander l'accord de l'administration et de l'assemblée générale des copropriétaires (si vous êtes en copropriété, assurez-vous de nous avoir fourni le règlement de copropriété avant son dépôt)

D'OUVRAGE:

Mire
cie PIRSON

ADRESSE DU TERRAIN:

23 Route de Coignières

78230 LE MESNIL-SAINT-DENIS

CADASTRE SECTION:

000 0D 0178

DPC 4a - Plans des Façades

Echelle : 1:100

A4

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

$+6,10$ $+2,84$

-0,70

Z

Vu pour être annexé à mon arrêté
du

01 JUL. 2025



0 0,50 1 1,50 2 3 4 m

D'OUVRAGE:

ADRESSE DU TERRAIN:

23 Route de Coignières

78230 LE MESNIL-SAINT-DENIS

CADASTRE SECTION:

000 0D 0178

ECHELLE : 1/100



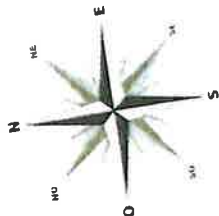
DPC 4a - Plans des Façades
Echelle : 1:100

A4

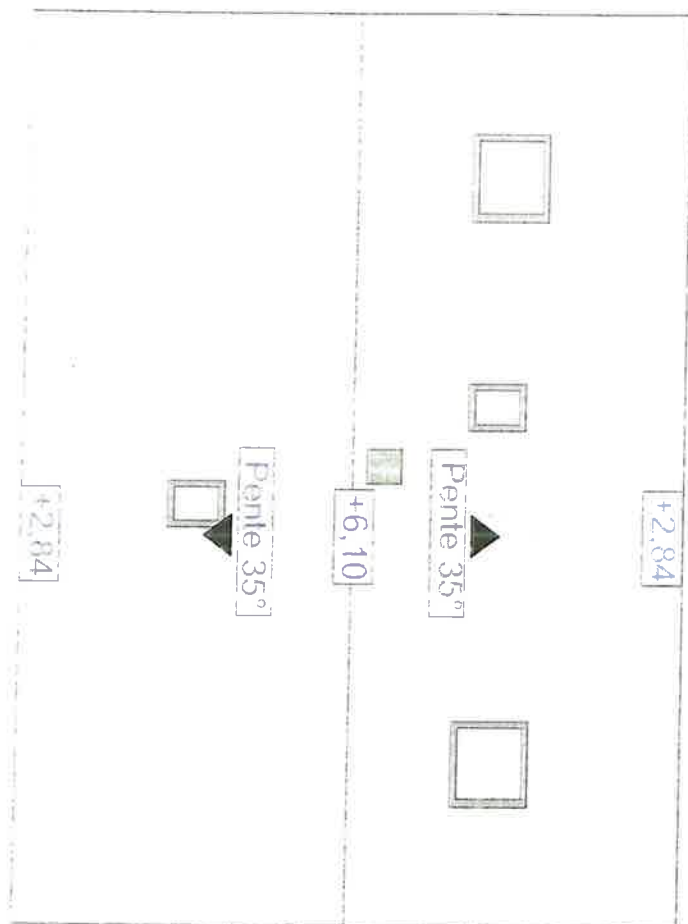
Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com



Toiture - état projeté



ECHELLE : 1/100



Dossier d'autorisation ne pouvant pas servir à l'exécution des travaux, vous devez demander l'accord de l'administration et de l'assemblée générale des copropriétaires (si vous êtes en copropriété, assurez vous de nous avoir fourni le règlement de copropriété avant son dépôt)

CADASTRE SECTION:

000 OD 0178

ADRESSE DU TERRAIN:

23 Route de Coignières

78230 LE MESNIL-SAINT-DENIS

D'OUVRAGE:

Mme Julie PIRSON

DPC 4b - Plan de toiture

Echelle : 1:100

A4

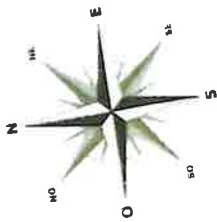
Vu pour être annexé à mon arrêté
du 01 JUL 2025



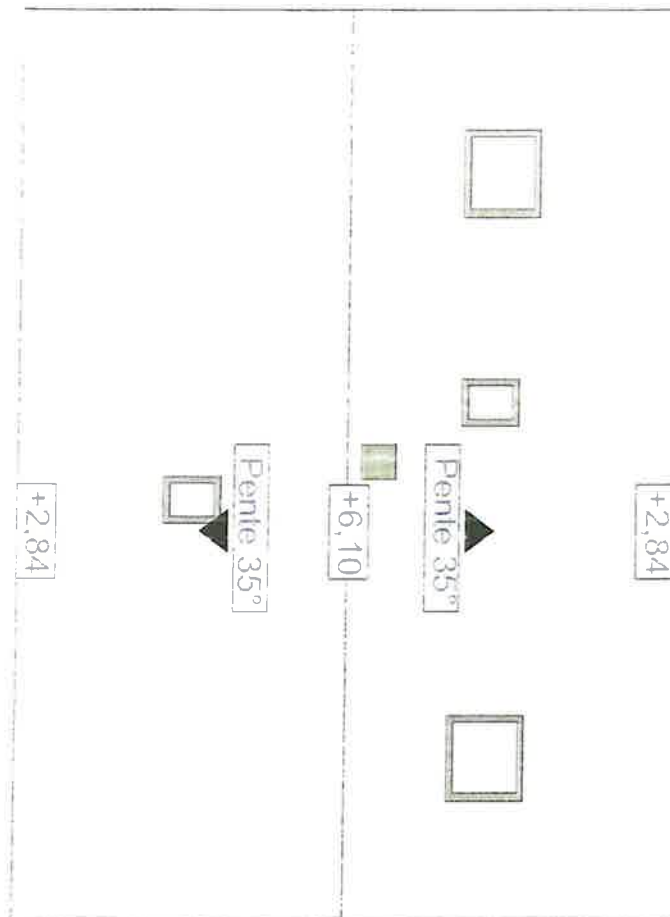
Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com



Toiture - état existant



Vu pour être annexé à mon arrêté
du 01 JUIL. 2025



ECHELLE : 1/100



Dossier d'autorisation ne pouvant pas être annexé à l'exécution des travaux, vous devez demander l'accord de l'administration et de l'assemblée générale des copropriétaires (si vous êtes en copropriété, assurez-vous de nous avoir fourni le règlement de copropriété avant son dépôt.)

D'OUVRAGE:
Mme PIRSON

ADRESSE DU TERRAIN:
23 Route de Coignières
78230 LE MESNIL-SAINT-DENIS

CADASTRE SECTION:
000 OD 0178

DPC 4b - Plan de toiture
Echelle : 1:100

A4

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com



DPC 7 - Photographie de près

L'assiet d'autosatisfaction ne pouvant pas servir à l'exécution des travaux, vous devez demander l'accord de l'assemblée générale des copropriétaires (si vous êtes en copropriété, assurez vous de nous avoir fourni le règlement de copropriété avant son dépôt.)

D'OUVRAGE:

ADRESSE DU TERRAIN:

23 Route de Coignières
78230 LE MESNIL-SAINT-DENIS

CADASTRE SECTION:

000 OD 0178

DPC 7 - Photographie de près

A4

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

Le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE

le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

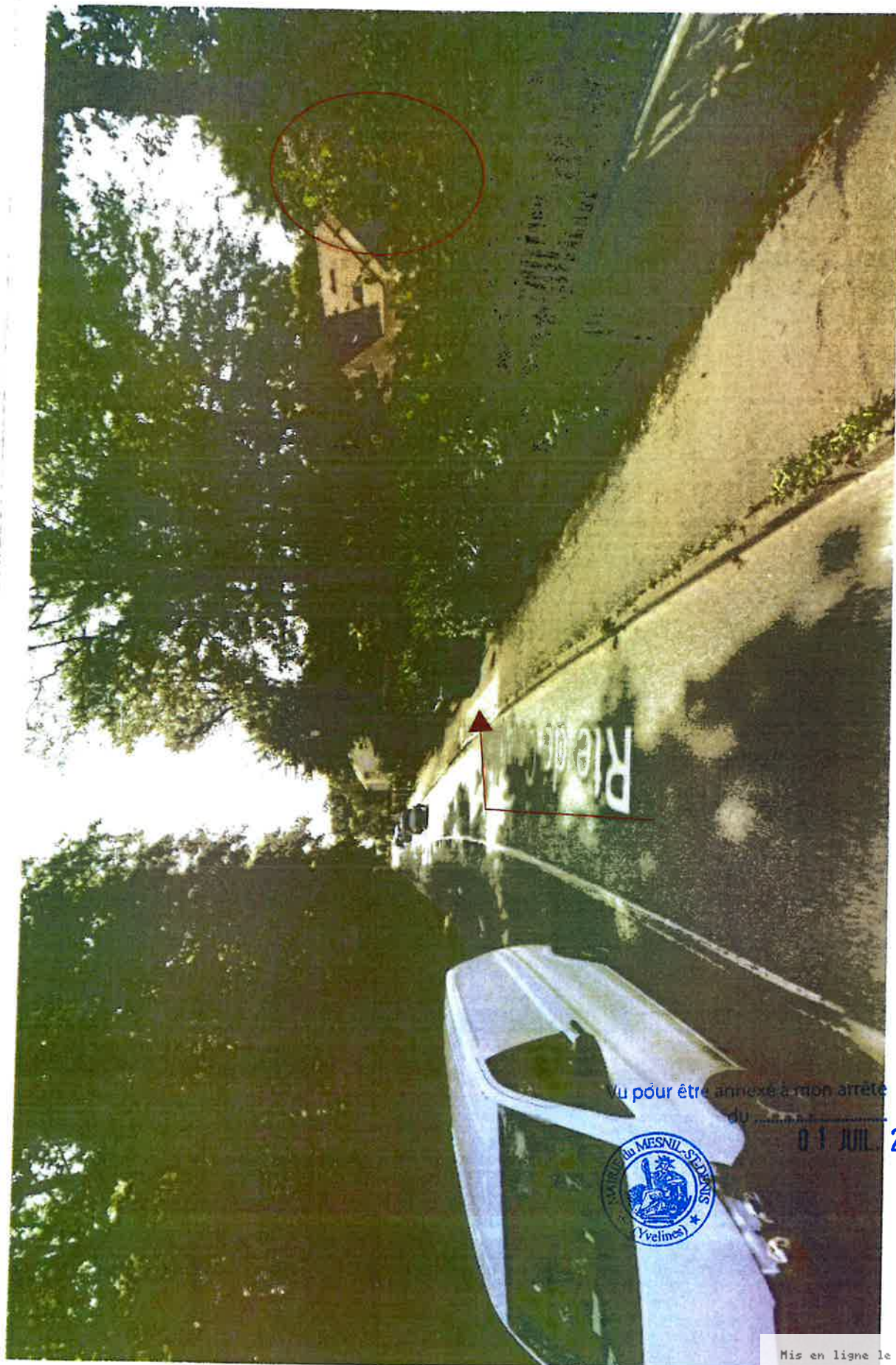
Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE

le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

22_PP-078-2178 03972-2025 0701-URB_25_07_0



DPC 8 - Photographie de loin

Dossier l'autorisation de travaux, vous devez demander l'accord de l'administration et de l'assemblée générale des copropriétaires (si vous êtes en copropriété, assurez vous de nous avoir fourni le règlement de copropriété avant son dépôt.)

ADRESSE DU TERRAIN:

23 Route de Coignières

78230 LE MESNIL-SAINT-DENIS

CADASTRE SECTION:

000 OD 0178

DPC 8 - Photographie de loin

A4

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

101

102

103

104

105

106

107

108

109

110

111

112

113

114

115

116

117

118

119

120

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE

le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

22_PP-078-2178 03972-2025 0701-URB_25_07_0

NOTICE DESCRIPTIVE – DPC 11

Objet de la déclaration :

La présente déclaration a pour objet la modification des menuiseries extérieures d'une maison individuelle située au 23 Route de Coignières, 78230 LE MESNIL-SAINT-DENIS.

1. Informations cadastrales :

Le terrain est référencé au cadastre section 0D, parcelle n°0178, pour une superficie totale de 1582 m².

2. Situation et description de l'existant :

Le bien concerné est une maison individuelle implantée dans un environnement pavillonnaire. La construction s'élève sur un sous-sol, un rez-de-chaussée et de combles aménagés.

Aucune modification de volume, ni de structure n'est prévue. Les travaux concernent exclusivement le remplacement à l'identique des menuiseries extérieures, sans modification des dimensions des baies existantes.

3. Objet et nature des travaux :

Le projet vise à remplacer certaines ouvertures en PVC et aluminium blanc, en conservant strictement les dimensions existantes. Ces remplacements n'ont aucun impact sur la volumétrie ou la structure du bâti.

Le nouvelle ouverture est répartie comme suit :

- 3 fenêtres 3 vantaux vitrés en PVC blanc, de dimensions identiques aux ouvertures existantes,
- 1 fenêtre 2 vantaux vitrés en PVC blanc, de dimensions identiques à l'ouverture existante,

Facade Sud

- 1 Porte-fenêtre 3 vantaux vitrés en aluminium blanc, de dimensions identiques à l'ouverture existante,
- 1 Fenêtre 3 vantaux vitrés en PVC blanc, de dimensions identiques à l'ouverture existante,

4. Matériaux et aspect extérieur :

Menuiseries en PVC : coloris blanc,
Menuiseries en aluminium : coloris blanc



Aspect de menuiserie : les profils seront de couleur décorative, dans un souci d'intégration harmonieuse à l'esthétique existante de la maison. Aucune modification de l'aspect général du bâti n'est prévue. Les matériaux, coloris et formats sont choisis pour garantir une cohérence architecturale avec l'existant et son environnement immédiat.

5. Conclusion :

Ces travaux ont pour objectif l'amélioration énergétique et esthétique du logement, tout en conservant l'harmonie visuelle de la façade. L'intervention est strictement limitée au remplacement à l'identique des menuiseries existantes, sans impact sur la structure, le volume ni l'implantation de la construction.

Le projet portant sur la modification des façades, il n'y aura aucune modification de l'emprise au sol :

- Pas de modification au niveau des abords et limites du terrain
- Pas de modification des aires de stationnement
- Pas de modification sur l'organisation du terrain

Un dossier d'autorisation ne pouvant pas servir à l'exécution des travaux, vous devez demander l'accord de l'administration et de l'assemblée générale des copropriétaires (si vous êtes en copropriété, assurez-vous de nous avoir fourni le règlement de copropriété avant son dépôt)

MAÎTRE D'OUVRAGE :

Mme Lucie PIRSON

ADRESSE DU TERRAIN :

23 Route de Coignières
78230 LE MESNIL-SAINT-DENIS

CADASTRE SECTION :

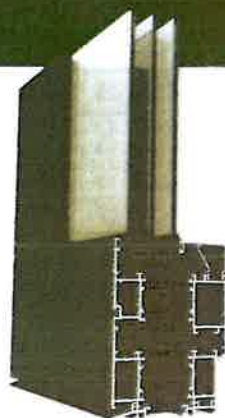
000 0D 0178

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

22_PP-078-2178 03972-2025 0701-URB_25_07_0



STAR90

La fenêtre qui vous procure une chaleur et un silence optimaux.
Hyper isolant pour maisons passives.

Vu pour être annexé à mon arrêté
du **01 JUL 2025**



aliplast

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

22_PP-078-2178 03972-2025 0701-URB_25_07_0



STAR90

01 JUL. 2025
Vu pour être annexé à mon arrêté

NIVEAU DE PRESTATION

VALEUR-UW		0.80 W/m²K*
VALEUR-UF DORMANT/OUVRANT	1.5 (GT) - 1.3 (GTI) - 1.2 W/m²K (GTI+)	
ÉTANCHÉITÉ À L'AIR	NBN EN 12207	Classe 4
ÉTANCHÉITÉ À L'EAU	NBN EN 12208	Classe E900A
RÉSISTANCE AU VENT	NBN EN 12210	Classe C4
RÉSISTANCE À L'EFFRACTION	EN 13049	Classe 4
EFFORTS DE MANOEUVRE	NEN 5096 & ENV 1627	RC2
ACOUSTIQUE	EN 13115	Classe 1
AKOESTIEK		jusqu'à 48dB (-2 ; -5)

* Norme EN 12566-2:2017 pour les fenêtres et portes d'entrée et de sortie

APPLICATIONS

- Fenêtres et portes d'entrée et de sortie
- Portes de garage
- Portes de garage
- Portes de garage
- Portes de garage

PARTICULARITÉS SPÉCIFIQUES

- Fenêtres et portes d'entrée et de sortie
- Portes de garage
- Portes de garage
- Portes de garage
- Portes de garage

100% MADE IN BELGIUM

100%
Tous les produits sont fabriqués en Belgique. Les matériaux utilisés sont de qualité supérieure. Les produits sont conçus pour durer longtemps.

GARANTIE DE 25 ANS SUR LA COULEUR

25
Garantie de 25 ans sur la couleur. Les produits sont conçus pour durer longtemps. Les produits sont conçus pour durer longtemps.

PRODUIT DURABLE



ALIPLAST SA est une entreprise belge spécialisée dans la fabrication de produits en PVC. Les produits sont conçus pour durer longtemps. Les produits sont conçus pour durer longtemps.

ALIPLAST SA

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

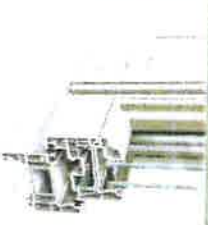
22_PP-078-2178 03972-2025 0701-URB_25_07_0

Une ligne sobre et élégante
double vitrage thermique

Un confort acoustique
et thermique par nature

Des finitions d'exception
à l'intérieur et à l'extérieur

Vos droits sont vos biens



VEKA
la caution d'une grande marque

- La force d'un groupe allemand, présent dans plus de 70 pays
- VEKA France, un site de production à la pointe de la technologie, implanté depuis plus de 20 ans à Trumbach (Elsas, France-Sacel)
- Un savoir-faire et une expertise unique dans la conception et le développement de systèmes de menuiserie adaptés aux architectures architecturales les plus exigeantes
- Une sélection rigoureuse des fournisseurs et des matériaux certifiés pour garantir la qualité et la durabilité



SOFTLINE 70 :
plus d'isolation et de sécurité

Un large choix de formes et d'ouvertures

Couçu pour aller + loin

SOFTLINE 70
Imaginez le meilleur pour votre bien-être

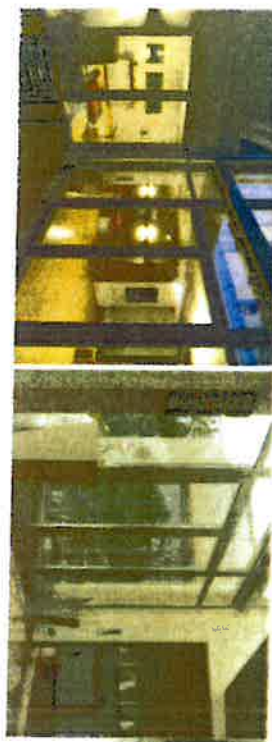


Vu pour être annexé à mon arrêté
du 01 JUIL. 2025



Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025
Application agréée E-legalite.com



Signés par la marque V&A, leader de la menuiserie PVC, la ligne SCOTLINE 70 allie votre style et votre confort.

Enfin, pour la menuiserie V&A, leader de la menuiserie PVC, la ligne SCOTLINE 70 allie votre style et votre confort.



Isolation et protection au service de votre bien-être

Un confort sans précédent, rendu avec votre budget

Vu pour être annexé à mon arrêté du 09/09/2025



Respecter la nature, pour mieux apprécier votre confort

Des fenêtres ouvertes sur votre environnement

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE
le 09/09/2025
Application agréée E-legalite.com

Mis en ligne le 09/09/2025 à 15h39

REÇU EN PREFECTURE

le 09/09/2025

Application agréée E-legalite.com

22_PP-078-2178 03972-2025 0701-URB_25_07_0